pas qu'il serait temps de revoir les dispositions de l'OTAN selon lesquelles le traité repose sur le respect des droits de l'homme?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, ce n'est pas cela, je pense, qui est en cause. Il s'agit de savoir si l'expulsion de la Grèce de l'OTAN aiderait à restaurer la démocratie, ce qui est notre désir à tous, le mien comme celui de l'OTAN, ou si cela aurait un effet diamétralement opposé, outre celui d'affaiblir l'organisation elle-même.

[Plus tard]

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, vu la confusion dans l'attitude du gouvernement envers la Grèce, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures serait-il en mesure de faire une déclaration sur ce sujet, à l'appel des motions, avant le congé de Noël?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que s'il y a confusion, elle est dans l'esprit de celui qui pose la question.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, le ministre donnerait-il l'assurance à la Chambre qu'il serait disposé à faire une déclaration à l'appel des motions sur cette question?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, lorsque la question se posera vraiment, je serai sûrement disposé à faire une déclaration. Mais la question de savoir si la Grèce devrait rester membre de l'OTAN ne sera soulevée qu'à la prochaine réunion du Conseil de l'OTAN.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA FERMETURE DE L'USINE FAIREY AVIATION

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax): **Est):** Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Expansion économique régionale pourrait-il nous dire si les pourparlers entre ses fonctionnaires et la Grumman Aircraft Company au sujet de la prise en charge de la Fairey Aviation Company ont échoué et, dans ce cas, est-il en mesure de nous indiquer si son ministère est entré en pourparlers à ce sujet avec un autre groupe intéressé?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je crois que le bureau de direction de l'une des sociétés, qui étaient intéressées la semaine dernière à acheter les actions de la compagnie en question, s'est réuni. Je n'en ai reçu aucune nouvelle, mais j'en recevrai probablement ces jours-ci et l'on verra alors si d'autres propositions peuvent être faites.

LES POSTES

LA LENTEUR DU COURRIER

[Traduction]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, ma question au ministre des Postes a trait au fait qu'il a fallu quatre jours à une lettre pour franchir 2.8 milles à un rythme d'escargot, soit 0.8 mille par jour.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député devrait supprimer tout préambule et poser sa question sans tarder.

M. Comeau: Monsieur l'Orateur, le ministre aurait-il l'obligeance de nous dire où il en est dans ses tentatives pour obtenir un service plus rapide, étant donné surtout l'affluence du temps de Noël?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, le député m'envverrait-il une copie de l'enveloppe en question?

Une voix: Elle ne vous parviendrait jamais.

Des voix: Oh, oh.

Une voix: Remettez-la en main propre.

LES ANCIENS COMBATTANTS

LE COÛT ESTIMATIF DU RELÈVEMENT DES PENSIONS

M. William Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires des anciens combattants, sur le coût de la mise en œuvre du rapport Woods et d'un relèvement intérimaire des pensions. Nous dirait-il d'où vient l'écart entre le chiffre estimatif du gouvernement et celui du Conseil des anciens combattants?

M. l'Orateur: A l'ordre.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI SUR LA COMPAGNIE DES JEUNES CANADIENS

LA NOMINATION D'UN CONTRÔLEUR

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État) propose que le bill C-171, modifiant la loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens, soit lu pour la 2^e fois et envoyé au comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.